

# Casablanca: Le statut de ville-monde dès 2020?

• Les 8 think tanks ont rendu leur copie

• Un plan de développement 2020-2030

• Quatre facteurs de compétitivité à développer

**E**XPLOSION démographique, urbanisation effrénée, problématique de la mobilité... les métropoles d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec les villes d'hier. Et Casablanca ne déroge pas à la règle. En effet, la métropole doit faire face actuellement à de nombreux défis: assainissement, transport public, insécurité, place de la culture, gestion de l'espace public, situation inquiétante du patrimoine, incivisme...

Mais aujourd'hui, il y a un changement de cap dynamique dans la ville suite au discours royal du 11 octobre dernier. Le wali, nommé il y a quelques mois, a lancé en décembre dernier une opération de réflexion sur l'avenir de la ville, en termes de politique locale et de gouvernance. Huit think tanks ont été mis en place, composés d'acteurs locaux casablancais. Ils ont pour mission de proposer des idées devant aboutir à une réelle stratégie de développement intégrée pour la capitale économique. «Le fruit du travail du think tank est déjà livré», affirme Mostapha Mellouk, président de l'association Carrières centrales et du think tank intitulé «Casa, lieu de vie», lors d'une conférence

sous le thème: «La gestion des grandes métropoles - Cas de Casablanca», organisée lundi 16 juin par HEM. Ce document

développement économique, l'économie de la connaissance (ressources humaines), cadre de vie et environnement ou encore

## Un observatoire pour la métropole

**L**E think tank «Casa, lieu de vie» a identifié six domaines d'actions pour faire de la métropole un lieu de vie attractif: urbanisme, mobilité, environnement, santé, services administratifs et sécurité et solidarité. Il préconise la création d'un observatoire de la ville dont l'objectif est de produire et partager la connaissance pour une meilleure prise de décision et d'être une force de proposition de politiques de développement. Cet observatoire aura également pour mission de réaliser des études et des enquêtes et de faire des recommandations de projets et de politiques de développement.

de 120 pages comporte des recommandations qui seront intégrées au travail des élus et des autres composantes de la ville pour élaborer un plan de développement Casablanca 2020-2030.

«On raisonne aujourd'hui en termes de compétition entre villes et non entre pays et Casablanca a tous les atouts pour être une ville-monde», affirme Mellouk. Une ville-monde exerce des fonctions stratégiques à l'échelle mondiale. Or, Casablanca accumule aujourd'hui les mauvais points. D'après le classement international Mercer, portant sur 223 villes qui offrent le meilleur cadre de vie, la métropole est la 123e ville au monde, bien loin derrière Johannesburg et Tunis (110). Même Rabat (115e) est mieux classée. Pour être une ville-monde, il faudra figurer dans le top 50 des classements mondiaux. Mais avant d'en arriver là, un travail de longue haleine devra être entrepris.

Quatre facteurs de compétitivité sont à prendre en considération, à savoir le

l'intensité culturelle.

Mais les autorités de la ville doivent tout d'abord rattraper un retard de plusieurs décennies. «Casablanca a connu un développement exponentiel de sa population qui n'a pas été accompagné d'un développement en terme d'infrastructures, équipements...», reconnaît Mohamed Sajid, président du Conseil de la ville depuis 2004. A son arrivée, son équipe avait es-

timé les besoins de la ville à 60 milliards de DH, uniquement pour le volet mobilité et transport, alors que le budget global ne dépassait pas les 2 milliards. «La métropole a accumulé les déficits non seulement en matière de transport, mais aussi sur les volets culturels, santé...», avertit Sajid. En une décennie, la ligne de tramway (6 milliards de DH) a été lancée, le projet de métro (10 milliards de DH) est en cours de finalisation, celui de la ligne RER régionale reliant Mohammedia à Nouaceur via Anfa et Bouskoura (13 milliards de DH) est également en cours de réalisation. «Mais ces projets ne permettent de résoudre que 50% de la problématique de la mobilité à Casablanca», tient à préciser le maire. Selon lui, cette mobilisation autour de Casablanca permet d'obtenir plus facilement les financements de l'Etat. □

Aziza EL AFFAS